



03/07/08

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques

Chartres, le

Bureau de l'Urbanisme et de
l'Environnement

Affaire suivie par :
Françoise SONNET-BOUHIER
Tél : 02.37.27.70.93

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
PORTANT MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS
DE L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION DU 24 NOVEMBRE 2005
DELIVRE A LA SOCIETE ARCHIV'ALPHA A CHARTRES**

0714520080703apc

LE PREFET du département d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R. 512-31 et R. 512-33 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 novembre 2005 délivré à la société ARCHIV'ALPHA pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage d'archives, situé ZAC des Jardins d'entreprises, sur le territoire de la commune de CHARTRES ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2007 modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 novembre 2005 ;

Vu la demande présentée le 12 décembre 2007 par la société ARCHIV'ALPHA, dont le siège social est situé 16 rue Edmond Poillot - 28000 CHARTRES, en vue d'obtenir l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de l'entrepôt cité ci-dessus et notamment, la giration du bâtiment C vers l'intérieur du site et le déplacement des cuves de sprinklage ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu les avis exprimés par les différents services consultés ;

Vu le rapport et les propositions en date du 1^{er} février 2008 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 29 mai 2008 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

Considérant que les modifications sollicitées n'ont pas un caractère notable au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société ARCHIV'ALPHA dont le siège social est situé 16 rue Edmond Poillot – 28000 CHARTRES est autorisée à poursuivre l'exploitation d'un entrepôt situé ZAC du jardin d'entreprises à CHARTRES sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2005, modifié par les dispositions des articles ci-après.

ARTICLE 2 :

L'article 1.2.1 DESCRIPTION DES ACTIVITES est modifié comme suit :

« Bâtiment technique d'une superficie de 3 819 m² se divisant en 2 étages :

- ♦ Rez-de-chaussée : 3 317 m²
- ♦ 1^{er} étage : 502 m²

La surface totale ainsi occupée s'élève à 78 654 m².

La construction est prévue par tranche de 2 cellules et se déroulera sur plusieurs années : de 2005 à fin 2013. »

est remplacé par :

« Bâtiment technique d'une superficie de 3 819 m² se divisant en 2 étages :

- ♦ Rez-de-chaussée : 3 317 m², dont 600 m² de stockage (local sécurisé)
- ♦ 1^{er} étage : 502 m²

La surface totale ainsi occupée s'élève à 78 654 m².

La construction est prévue par tranche de 2 cellules et se déroulera sur plusieurs années : de 2005 à fin 2020. »

ARTICLE 3 :

Le tableau de l'article 1.2.2 LISTE DES INSTALLATIONS CLASSES DE L'ETABLISSEMENT de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2005 est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Nature de l'installation	Volume autorisé
1510 - 1	A	Stockage en entrepôts couverts de matières, produits ou combustibles en quantité supérieure à 500 t	Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³	Matières combustibles Volume total	134 500 tonnes réparties dans 4 entrepôts 1 129 000 m ³
1530 - 1	A	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues	La quantité stockée étant supérieure à 20 000 m ³	Archives stockées en cartons	363 000 m ³
2920 - 2b	D	Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides ininflammables et non toxiques	La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW	4 unités (R 407C) 2 unités (R 410 A)	P = 270 kW P = 40 kW P totale = 310 kW
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs	La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	18 chargeurs de batteries	P = 200 kW
1432 - 2	NC	Stockage de liquides inflammables, visés par la rubrique 1430, en réservoirs manufacturés	représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³	Nourrice moto-pompe sprinkler de 0,5 m ³ de fuel domestique	C équivalente = 0,1 m ³
2663 - 2	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), non alvéolaires et non expansés	le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m ³	Films d'emballage Supports informatiques	30 m ³ 900 m ³ V total = 930 m ³

A : Autorisation – D : Déclaration – NC : Non classable

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 4 :

L'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2005 est modifié comme suit :

« L'entrepôt est composé de trois bâtiments de stockage divisés en 13 cellules, d'une hauteur maximum de 15 m et d'un bâtiment technique, haut de 7,5 m environ :

- bâtiment A : 4 cellules de A01 à A04, distant de 26,5 m du bâtiment technique ;
- bâtiment B : 4 cellules de B05 à B08, situé à 39,3 m du bâtiment technique et à 29,5 m au plus près du bâtiment A ;
- bâtiment C : 5 cellules de C09 à C13, le plus éloigné du bâtiment technique et à 22,25 m au plus près du bâtiment B. »

Est remplacé par :

« L'entrepôt est composé de trois bâtiments de stockage divisés en 13 cellules, d'une hauteur maximum de 15 m et d'un bâtiment technique, haut de 7,5 m environ, où est situé un local sécurisé :

- bâtiment technique : 2 cellules dans le local sécurisé, distant de 26,5 m du bâtiment A ;
- bâtiment A : 4 cellules de A01 à A04, distant de 26,5 m du bâtiment technique ;
- bâtiment B : 4 cellules de B05 à B08, situé à 39,3 m du bâtiment technique et à 29,5 m au plus près du bâtiment A ;
- bâtiment C : 5 cellules de C09 à C13, le plus éloigné du bâtiment technique et à 22,25 m au plus près du bâtiment B. »

ARTICLE 5 :

A l'article 4.1.2 **ELOIGNEMENT** de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2005, le dernier alinéa est modifié comme suit :

« À l'exception du logement pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté. »

est remplacé par :

« L'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté. »

ARTICLE 6 :

Les dispositions de l'article 4.1.8 **CHAUFFAGE** sont remplacées par :

« Les entrepôts ne sont pas chauffés. Le chauffage du bâtiment technique est assuré par roof-tops électriques. »

ARTICLE 7 :

L'annexe 1, visée à aux articles 4.1.2 **ELOIGNEMENT** et 4.1.3 **DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES** est remplacée par l'annexe 1 ci-jointe.

ARTICLE 8 : Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative. Ampliations en seront adressées à Monsieur le Maire de CHARTRES et à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement – Centre.

Un extrait du présent arrêté sera inséré par les soins du Préfet d'Eure-et-Loir et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département et affiché en mairie de CHARTRES pendant une durée d'un mois à la diligence de Monsieur le Maire de CHARTRES qui devra justifier au Préfet d'Eure-et-Loir de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en outre par le pétitionnaire près de ses installations.

ARTICLE 10 :

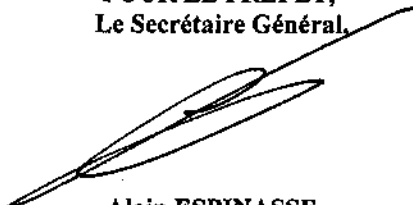
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de CHARTRES, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement – Centre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

P.J. : Annexe 1

POUR COPIE CONFORME

Fait à CHARTRES, le 03 JUIL. 2008

LE PREFET,
POUR LE PREFET,
Le Secrétaire Général,



Alain ESPINASSE

